

« Un gouvernement sans ambition »

POLITIQUE Les libéraux bruxellois dressent le bilan après un an de législature.

- Le MR bruxellois fête l'anniversaire du nouveau gouvernement avec l'élaboration d'un cahier de revendications.
- Pour eux, le manque d'ambition est frappant.

Le 5 juin 2014, le MR bruxellois avalait avec difficulté la pilule. Malgré un bon score électoral, il allait de nouveau se retrouver dans l'opposition pour cinq années supplémentaires. Un an plus tard, le chef du groupe libéral, Vincent De Wolf, et son équipe, dresse le bilan d'un an de majorité PS-CDH-FDF.

1 Le manque d'ambition. « Nous nous sommes réunis à Bruges le week-end dernier pour dégager un bilan et des propositions que nous allons faire, commence Vincent De Wolf. Nous n'allons pas travailler comme une opposition classique mais plutôt comme un gouvernement en arrivant directement avec des propositions. Nous verrons bien ce qu'ils prennent. » Pour le MR, le gouvernement bruxellois manque cruellement d'ambition. « Les 74 % des points de la déclaration de politique générale mis en chantier sont pour beaucoup des dossiers qui ont été introduits par l'équipe de Charles Picqué. Par exemple, les dix grands chantiers des quartiers sont en

effet commencés mais ils datent de dix ans. »

Selon les libéraux, le gouvernement bruxellois aurait perdu trop de temps dans la mise en place de la 6^e réforme de l'Etat en ne parlant que des modalités d'application. « Nous avons passé des commissions entières durant lesquelles la majorité interpellait la majorité pour savoir comment le gouvernement allait réagir aux mesures du fédéral, ajoute Vincent De Wolf. Ce n'est pas comme cela qu'on avance. Alors, oui, nous sommes devenus les traducteurs des mesures prises par le gouvernement fédéral. Nous n'allons pas les laisser dire des bêtises. Cependant, cela n'est pas notre seul but et il faut

avancer. »

2 Toujours pas d'allocation loyer. Le MR a fait de la politique du logement une de ses priorités mais il ne voit pas l'action gouvernementale d'un bon œil. Les prix des logements continuent d'augmenter alors que la production d'habitations publiques reste trop faible. « Citydev n'a produit que 3.500 logements moyens depuis 1989, ajoute le chef de groupe. Nous proposons de réduire de moitié le budget pour le logement social et d'affecter cet argent à la création de logements moyens et surtout à la mise en place d'une allocation loyer. » Afin de limiter les effets d'aubaine, le MR propose qu'un contrat soit signé avec les propriétaires dont les locataires toucheraient une allocation de 300 euros. « On dégage 60 millions d'euros pour les pistes cyclables. On pourrait donc dégager la même chose pour aider 20.000 ménages en attente d'un logement social à payer leur loyer dans le privé. Cela coûterait moins cher que la construction et donnerait une réponse immédiate à ces Bruxellois qui attendent depuis des années une solution. » Actuellement, un projet pilote est mené sur la Région bruxelloise. Quelque 1.000

familles ont été sélectionnées mais selon le député, seules 15 allocations loyers auraient été attribuées.

3 Améliorer l'image de la capitale. « Bruxelles est le premier pôle de décisions au monde, affirme Armand De Decker. Tout le monde le sait sauf le gouvernement bruxellois. Il faut développer cette image, jouer sur le tourisme d'affaires tout en faisant attention de ne pas déplaire au reste de la Belgique. C'est important de régler cela dans les 10 ans à venir. » Pour atteindre cet objectif, les libéraux proposent la mise en valeur des pôles hospitaliers bruxellois, la création d'une agence bruxelloise de la culture afin de développer des projets d'envergure, de jouer sur les entreprises actives dans l'innovation technologique.

4 Réindustrialiser la ville et redéployer les commerces.

Dans la catégorie économie et emploi, les députés de l'opposition attendent avec impatience l'évaluation des ACS (agents contractuels subventionnés) et voir si les postes vont réellement être redistribués. Par ailleurs, ils prônent pour une réindustrialisation de la ville afin de créer des emplois non délocalisables dans l'artisanat par exemple. « Nous pourrions aussi réunir la Régie foncière régionale, celles des communes et Citydev afin de reprendre possession d'une partie du foncier dans les artères commerçantes afin d'y installer certains types d'enseignes. Cela n'est pas contraire à notre doctrine libérale car on peut aussi encadrer le marché. Si nous avons des commerces de qualité avec des jeunes formés en alternance, cela créera de l'emploi. »

Le MR fera donc de nombreuses propositions tout en s'adressant aux Bruxellois. « On verra comment le gouvernement réagit », conclut Vincent De Wolf. ■

VANESSA LHULLIER

ECOLO

Pas assez de réalisations

L'autre parti de l'opposition soulève aussi le manque d'ambition de la majorité. Pour lui, les projets s'inscrivent uniquement dans la continuité. Seuls deux projets gouvernementaux ont été votés : l'un concerne la création d'un organisme d'intérêt public centralisant la politique de prévention et de sécurité, l'autre modifie l'ordonnance du 3 avril 2014 quant au recouvrement et aux contentieux en matière de taxes communales. « Pourtant les besoins sont pressants : création d'emploi, amélioration de la mobilité, accessibilité des logements, attention à l'enfance, démocratie participative et transparente », ajoute Zoé Genot.

V.L.H.